

# CAMBODGE NOUVEAU

Politique Economie Finances

## DANZAS

The Worldwide Transportation Network

5 ans  
sur le terrain ...

Tel/fax + 855. 23. 723. 464  
Ctc : Christophe LEFEBVRE

auto-mutations ?

On est à quelque six mois des élections, et le style de la campagne n'est pas encore clairement apparent. Le pire, et le meilleur, sont également plausibles.

Le pire, un recours à la violence, pourrait survenir de deux causes :  
- de l'armée, où des soldats mal ou pas payés, mal encadrés, n'ayant rien à perdre, peuvent prendre n'importe quel parti, faire tomber le pays dans le banditisme;  
- d'un nouvel affrontement entre les partisans de Hun Sen et ceux de Ranariddh, au cas où le prince reviendrait sur la scène politique, et où ce retour ferait renaître les rivalités que l'on connaît bien.

C'est pourquoi il semble assez mal avisé d'imposer le retour de Ranariddh, c'est à dire d'une situation que l'on sait conflictuelle, en espérant que cette fois tout ira bien. De gommer un itinéraire qui a mené, à grand'peine, de façon fort douloureuse, à sortir de cette situation par élimination de l'un des rivaux. De faire comme si le Cambodge n'avait pas le droit d'évoluer de lui-même, comme n'importe quel pays, c'est à dire de façon parfois violente.

L'Union Européenne l'a compris, elle n'exige pas, pour aider les élections, le retour de Ranariddh.

Pour que la participation du prince Ranariddh aux élections, que certains pays veulent imposer au nom des principes, ne provoque pas de violences, pour que le gouvernement issu de cette manœuvre forcée soit viable, il faudrait que les grands responsables pratiquent l'«auto-mutation» (voir l'entretien). Peut-on raisonnablement y croire ?

C.N.

entretien

## OK SEREI SOPHEAK

Conseiller du co-ministre de l'Intérieur Sar Kheng

### déphasage - oser parler - le mal militaire - le procès Ranariddh ...

Je suis déçu que ceux qui ont la responsabilité de ce pays n'aient pas de réflexion profonde pour chercher -non pas à reprocher et à critiquer-, tout simplement à comprendre pourquoi on en est là. Et calmement, parmi ceux qui ont le pouvoir de changer, de chercher un accord : on a fait telle ou telle faute, telles erreurs, et voilà à quoi il faut s'engager dans l'avenir pour ne plus recommencer ces erreurs. Il existe des conseillers de Samdech Hun Sen qui en effet réfléchissent beaucoup, mais je vois parfois chez eux une certaine amertume.

#### toujours la langue de bois

Il y a une certaine continuation de la pratique de la langue de bois. D'après des confidences feutrées, on ne joue pas encore «cartes sur table», par exemple dans le domaine de la sécurité, dans celui de l'économie, dans celui des relations internationales.

Ne soyons pas dupes, nous vivons sous le poids des événements de juillet. La réflexion sur les relations entre le Cambodge et la communauté internationale, en particulier les Etats-Unis, est au centre de la question, puisque c'est de là que se maintiendra l'aide, que viendra la normalisation, qui en quelque sorte n'existe plus depuis juillet.

J'ai perçu dans ces confidences une amertume devant une méconnaissance profonde du fonctionnement de la communauté internationale. Certains responsables très puissants dans la sécurité et dans les forces armées continuent à raisonner comme si l'on pouvait continuer à fonctionner sans ces choses-

là. Comme ils pouvaient se payer le luxe de faire tout ce qu'ils veulent sans tenir compte des implications internationales.

#### au coeur des pressions

Certains hauts responsables sont au coeur de ces pressions contraires, comme S.E. Keat Chhon. Il y a de l'agacement chez des gens qui trouvent que ses arguments à Hong Kong, ou à l'Assemblée nationale lors du débat sur le budget de 1998, sont à dormir debout. Mais on sait qu'il est obligé de dire ces choses-là, même s'il n'y croit pas. Personnellement je commence à l'apprécier à sa valeur, parce qu'il cherche à servir le pays, il veut quand même mettre cette phase de sa vie au service de l'Etat, du peuple, de la nation cambodgienne, il met cela au-dessus de tout.

Nous avons parlé ensemble et nous sommes d'accord que dans cette période de turbulence nous ne pouvons pas avoir un Keat Chhon démissionnaire -ou démissionné. Le pays serait alors sans gouvernement.

On ne peut pas, dans un pays qui dépend tellement de l'aide extérieure, refuser de donner publiquement la répartition de presque la moitié du budget de la nation; c'est donner une image très noire; et après un débat désastreux, refuser des explications, en langage ordinaire on dirait que c'est prendre les gens pour des imbéciles.

Etant basés à Phnom Penh les ambassadeurs comprennent les réalités cambodgiennes. Mais ils m'ont dit : «comment voulez-vous que j'envoie une dépêche à mon ministre des Affaires étrangères, à 10 000 km d'ici, qui ne cherche qu'à retirer de l'argent d'un endroit qui ne se défend pas pour l'allouer à un

autre endroit de la planète ?»

L'image du pays est tout : on est à la merci d'un mauvais article dans un journal lu à Washington, à Paris, à Bonn, à Canberra, à Londres, ... et c'est cuit !

#### un déphasage complet

Il y a un déphasage complet entre le poids de la communauté internationale, et les responsables ici qui pensent que l'on peut agir comme ça et tant pis pour les réactions des autres capitales ! C'est un peu comme un accusé qui aurait un très bon avocat, convaincu de son innocence, mais qui se comporterait avec le procureur, avec le juge, de façon telle qu'il découragerait son avocat lui-même -qui finirait par le lâcher et partir en claquant la porte. De la même façon les ambassadeurs ne demandent qu'à aider, mais il y en a qui se sentent obligés de claquer la porte.

Oui le Cambodge conserve un certain crédit, mais il est sur la liste des clients non crédibles et pour poursuivre l'aide, après ce genre de comportement, les clauses seront plus restrictives. Et puis, malgré les contrats écrits noir sur blanc, tout revient à l'homme qui fait ça, comme les banquiers qui croient plutôt à l'homme, à ses paroles, à son comportement : c'est à lui de projeter une image par des actions soutenues, substantielles, concrètes, qui établissent sa crédibilité. Comme pour l'épicier chinois du coin de la rue la crédibilité, pour un Etat, en revient toujours à l'homme, et le Cambodge depuis ces quatre dernières années, et surtout depuis juillet, ne projette qu'une image de non-crédibilité.

Je retiens que le second Premier ministre détient un pouvoir

(Suite page 2)

### A l'intérieur

entretien Ok Serei Sopheak  
Lim Sopheap: contrôles, fraude, fiscalité, MFN...  
Hévéaculture : on restructure  
Conjoncture économique

pp. 1 - 2 - 3 - 8

pp. 4 - 5

pp. 6 - 8

p. 6

Livres p. 8

(Suite de la page 1)

énorme. Les mesures de sécurité en huit points : ce n'est pas appliqué à 100 %, parce que cela va à l'encontre des intérêts corporatistes, mais on peut dire que 80 à 90 % sont appliqués : c'est énorme dans un pays comme le Cambodge. Il suffit que Samdech Hun Sen déclare, «je veux ça» et c'est réalisé. On n'a jamais vu un pouvoir aussi immense !

### convoquer des états-généraux

S'il en a vraiment la volonté, il peut convoquer des états-généraux au sein du PPC ou parmi les forces de sécurité - parce que c'est là la question, la finance viendra après-, et réunir les éléments sur la table. Que veut-on exactement ? Des richesses, des honneurs personnels ? Ou bien la démocratie, les droits de l'Homme, l'avenir du pays ? Tous ces éléments sont interconnectés.

On ne peut pas donner à la communauté internationale une image de crédibilité alors que le bois continue à être coupé. Le second Premier ministre a été ministre des Affaires étrangères, et brillant dans ce rôle, et je pense qu'il comprend parfaitement tout cela.

Il faut être cohérent dans le plan d'ensemble, arrêter une politique, et surtout un comportement de responsables, et maintenir une ligne sur 5 ans ou 10 ans, sans s'en écarter. Là je suis sûr que les gouvernements même les plus récalcitrants verront que quelque chose se passe et donneront encore une chance au pays.

Sans flatterie, je pense qu'il n'y a actuellement que le second Premier ministre qui peut faire ce genre de chose. Les événements montrent que c'est lui le décideur. S'il ne le fait pas, s'il ne réussit pas à le faire, il doit en répondre. Il n'a plus de prétexte, il a toutes les commandes.

## OK SEREI SOPHEAK

### le mal militaire

J'ai parlé avec une dizaine de généraux, et avec plusieurs ministres. Personne ne croirait que notre armée a 140 000 hommes. Une division qui est supposée avoir 5000 hommes, on me dit qu'il n'en reste plus dans le meilleur des cas que quelques centaines. Alors que la paie, malgré quelques % de pertes en cours de route en passant par des poches mal cousues, il en reste quand même 80 à 90 % pour 5000 soldats. Il y a donc une déperdition énorme, impressionnante ! Je refuse qu'un général commandant une unité me dise qu'il ne peut pas trouver tous ses effectifs. Ce n'est pas un général. Il y a quelque chose qui ne marche pas du tout.

Il faut revoir cela, parce que le succès de nos opérations, balayage, ratissage, ou enlever ce petit O' Smach de notre vue, qui nous fait mal aux yeux, c'est dangereux si on laisse cette situation durer.

### O' Smach, c'est politique

O' Smach, le problème n'est pas militaire, mais politique. Nhiek Bun Chhay est un bagarreur, c'est un chef militaire, un excellent stratège, un tacticien impeccable. Mais il n'a pas les moyens de faire une guerre soutenue. Les moyens viennent d'Anlong Veng, il n'y a pas de doute possible. Et comme on n'arrive pas à éliminer Anlong Veng, comment pourrait-on éliminer O' Smach ? Militairement, la tactique est très simple. Comme à Pailin, on choisit O' Smach parce que derrière, c'est la Thaïlande, et tout autour on pose des mines. Pour vaincre, il faut contourner par derrière, passer par la Thaïlande, c'est impossible. Ou bien -puisque le bombardement

massif n'est pas possible, il risquerait de toucher la Thaïlande, qui ne resterait pas les bras croisés- il faut une offensive massive de balayage, en utilisant des chars, pour éliminer les différents fronts de résistance.

Les chars, en réalité, tout seuls ils sont très vulnérables, il faut beaucoup de troupes d'infanterie pour les protéger. Il faut traiter ces soldats correctement, s'ils sont malades, ou blessés il faut les soigner, ou les amputer, avoir un plan social, c'est très compliqué. Et les généraux m'ont dit que les soldats ne touchent même pas leur paie sur 2 ou 3 mois. Comment alors pourrait-on leur donner du courage ? Ces soldats-là sont de vaillants combattants. Mais combattre pour une cause qui n'existe pas, sans salaire pour leur femme ou pour eux-même, alors il n'y a plus de combat, plus de cause ! Et ce sont des généraux qui le reconnaissent eux-mêmes.

### on ne peut plus continuer comme ça

De toutes façons, Anlong Veng et O' Smach ne pourront jamais rêver de remporter la victoire militaire sur le gouvernement. Mais si nous ne faisons pas attention, nous rencontrerons de graves problèmes. Il y a une inquiétude profonde parmi les attachés d'ambassade qui ont visité les provinces de Battambang et Banteay Meanchey, qui ont parlé avec nos généraux, avec les hommes de troupe qui ont choisi de s'en aller, avec les gens de l'état-major de la Défense nationale, ... Ils tirent la sonnette d'alarme, ils disent : «vous ne pouvez plus continuer comme ça». Un attaché militaire m'a dit que l'

Ecole militaire n'a même plus les moyens de nourrir les cadets !

Si en haut lieu on refuse d'ouvrir les yeux, de reconnaître que l'état de choses est bien ainsi, alors O' Smach, c'est fichu, on n'y arrivera jamais.

Le budget de la Défense est très important, puisqu'avec celui de l'Intérieur il atteint presque le tiers du total. Il y a des fuites énormes, et faute d'informations précises, on ne peut pas spéculer sur la destination de ces sommes.

### seul Hun Sen

#### peut mettre cartes sur table

Il n'y a que Samdech Hun Sen qui peut convoquer ses responsables militaires et mettre cartes sur table. Avant juillet, il y avait un qui-pro-quo, l'armée était constituée d'éléments intégrés de provenances diverses. Mais ce n'est plus le cas, la structure est purement PPC ! On ne peut plus tout mettre sur le dos d'une situation qui n'existe plus ! Tout cacher sous l'armoire ! Parmi les innombrables conseillers militaires de Samdech Hun Sen, le général Tea Banh, le général Ke Kim Yan, le général Pol Saroeun, et bien d'autres, où est la vérité ? Qu'est-ce qui se passe ? Est-ce trop, de demander à le savoir ?

Si on n'arrive pas à enlever un petit O' Smach, on ne peut pas prétendre être une armée nationale.

La population s'en fiche éperdument, elle condamne ces actions violentes, ces guerres sans fin. Il n'y a pas d'enjeu de la part des pays voisins, la Thaïlande s'enfoncé dans sa crise financière, il n'y a pas d'enjeu stratégique de la part des puissances, il n'y a rien ! C'est une gué-guerre intestinale, qui ne va nulle part ! Et même avec ça, on n'arrive pas à régler la question !

(Suite page 3)

## A PROPOS ...

### médias

• Le journaliste canadien menacé d'être expulsé ne l'a pas été; 6 journaux cambodgiens, suspendus par le ministère de l'Information le 8 janvier pour «diffamation et nouvelles fausses portant atteinte au moral des troupes qui combattent» ont été traduits en justice, mais la procédure a été arrêtée le 15 sur la demande du second Premier ministre. L'ima-

ge du Cambodge a sans doute plus à perdre avec l'interdiction de ces journaux qu'avec leur publication.

• Après la fermeture de *Cambodia Today* et de *Cambodia Times*, tous deux de financement malaisien, restent en anglais : *The Phnom Penh Post* et *The Cambodia Daily*.

• dans une interview au correspondant du *Figaro* à Pékin, Hun Sen affirme qu'il veillera à la sécurité du prince Rahariddh s'il

revient au Cambodge. «L'enquête sur les événements de juillet devra se faire en présence de Ranariddh (...).»

• Selon *Asiaweek*, de Hoïng Kong, le Cambodge serait «au bord de la guerre civile», c'est du moins ce qu'y a lu «*Le Petit Bouquet*», du 6 janvier, «quotidien électronique» diffusé sur Internet par la Mission scientifique et technologique de l'ambassade de France aux Etats-Unis. On peut se demander si *Asiaweek*

pourrait soutenir de façon argumentée sa vision pessimiste.

• Les 13 sites en français créés sur Internet par l'Aupelf-Uref (*Agence Francophone pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche*) parmi lesquels *Cambodge Contact*, sont provisoirement déconnectés pour «réorganisation et réflexions sur la présentation et le contenu». Il est possible que ces sites soient dans l'avenir gérés en commun par l'Aupelf-Uref et l'Agence de

## OK SEREI SOPHEAK

Il y a une humiliation immense à perdre quelque chose dans une bataille, dans une question militaire ou dans la gestion de son unité ... Je souffre énormément de voir notre armée royale, notre RCAF se comporter de cette façon. C' est inacceptable pour moi, je le dis par respect pour cette institution dont j' ai fait partie.

**problème militaire :****attention à la contamination**

Je veux à ce sujet tirer une sonnette d' alarme pour les politiques.

Quand des hommes ne sont plus payés, ne sont plus nourris, ne sont plus satisfaits de leur sort, ne croient plus parce qu' il n' y a plus de cause, alors on voit une prise d' otage sur la route n° 4, la situation de criminalité monter en flèche, des kidnappings, ... Ce sont les conséquences directes de cet état de choses. Et ça ne fait que commencer.

Les policiers, les gendarmes, la police militaire ne peuvent rien, puisque tout le monde dans ce pays a le «pont», de grandes personnalités derrière, «je fais ça parce que j' ai des généraux derrière moi». Les généraux ont d' autres généraux et ainsi de suite. Et le pays où est-il ? Nulle part !

Donc cette crise va devenir une crise politique, sociale, financière, qui risque même d' éliminer cet état de droit, cet ordre public.

Dans un contexte d' après juillet, c' est dangereux. Dans un contexte d' avant l' autre juillet, celui des urnes, c' est terriblement dangereux. Dans un contexte où M. Keat Chhon se fait critiquer après le débat budgétaire à l' Assemblée nationale, c' est triplement dangereux.

Tout l' avenir du pays est en jeu. Il ne faut pas voir l' armée dans sa mission militaire, il faut voir l' expansion indirecte des

problèmes militaires vers d' autres problèmes qui sont déjà en situation de crise.

Il y a un danger potentiel réel. Nous sommes à 6 mois d' échéances capitales pour la vie ou la mort de notre pays. et si la situation militaire ne trouve pas une solution adéquate, toute l' ambiance, tout l' environnement du processus électoral va se trouver contaminé. Et là, les sanctions seront vraiment dramatiques pour le Cambodge.

**on n' ose pas dire**

Il y a des gens qui réfléchissent, mais qui ne réfléchissent pas tout haut. Ni ensemble. Et qui n' osent pas dire les choses telles qu' elles sont sans que les gens qui sont dans l' équipe ne se sentent visés.

Il y a un tabou dans ce pays, tout ce qui touche le militaire, tout ce qui touche la sécurité est secret, on ne le mentionne pas, on dit : «n' en parlez pas, faites attention» ! Si vous soulevez un problème policier, c' est le ministre de l' Intérieur qui se sent critiqué. Si vous parlez de problèmes de sous, le gouverneur de la Banque nationale ou le ministre des Finances se sentent sur la sellette. Si vous parlez de problèmes militaires, tous les yeux se braquent sur le général Ke Kim Yan ou le général Tea Banh. On se sent visé, et on a l' impression de perdre un statut, de perdre un honneur, de perdre la face, entraînant de perdre le pouvoir et l' argent par réaction en chaîne ...

Mais pourquoi doit-on réagir comme ça ? Pourquoi exposer les réalités telles qu' elles sont ne peut pas être perçu comme une participation normale, volontaire, des responsables du pays, voulant résoudre ensemble les problèmes que tous les

pays, tous les gouvernements rencontrent ? On sait bien que tout le monde fait des erreurs. Il faut enlever ce tabou là. Il y a un blocage psychologique qui dure depuis des années !

Dans toute société ouverte, il y a des débats, d' abord entre les responsables, qui ont des informations qu' eux seuls peuvent partager, et puis on expose les faits publiquement parce que le public, ceux qui paient les impôts, ceux qui font fonctionner la machine du pays ont le droit de savoir où on va, pour s' y préparer.

**soudain, tout est rose !**

Après le choc de juillet, il y a eu des réactions extrêmes, et certaines positives comme celle de la France, mais finalement, en octobre et novembre, les choses se sont tassées un peu. Et puis tout d' un coup, en décembre, elles deviennent roses. Incroyable ! Le débat à l' Assemblée nationale montre un processus démocratique inattendu. Pour le projet de loi électorale, le second Premier ministre donne un coup de pouce incroyable, accepte de faire des concessions, on revient au projet de loi original du ministère de l' Intérieur, S.E. Sar Kheng le défend d' une façon vraiment démocratique à l' Assemblée, comme dans toutes les démocraties du monde, on trouve une solution au problème Ranariddh avec un *deal*, accepté par tout le monde y compris les Américains, Sam Rainsy revient, parle, dit bonjour, voit deux fois Samdech Hun Sen, rencontre mon patron Sar Kheng, des partis politiques se chamaillent mais démocratiquement, tout est bien, on ouvre une année rose ! Tous les ambassadeurs envoient des messages dans ce sens. On

sent chez eux encore des réserves de sympathie.

Et puis voilà que partout on commence à tirer des sonnettes d' alarme. Il y a une «check list»: on scrute la situation de la sécurité, de l' armée, des droits de l' Homme avec les cas spectaculaires de Chau Sokhon, du dossier Ranariddh qui rencontre un blocage quelque part, et puis la situation militaire avec O' Smach qui au lieu de se calmer s' embrase. On ne dit rien encore sur le débat budgétaire à l' Assemblée nationale, mais on se pose des questions sur le chapitre non alloué du budget, et après un espoir pour le processus électoral, après l' adoption de la loi, la composition de la commission électorale nationale perd le souffle parce que des partis nomment deux candidats et qu' on n' a pas de solution à ce petit problème. La date du 26 juillet, cela devient difficile à tenir, et si on ne la tient pas il faut voter l' extension du mandat parlementaire, et on s' engage vers une situation de crise.

Avec tout cela, les ambassadeurs s' inquiètent parce qu' ils n' aiment pas être qualifiés de menteurs ! Le problème de la crédibilité est compris par tous les gouvernements, sauf peut-être au Cambodge.

**le procès Ranariddh est central**

Concernant les élections, le cas de Ranariddh va être au centre du dispositif. Selon mes informations, la communauté internationale n' acceptera pas de faire l' impasse là-dessus. Ce n' est pas sa personne qui la motive mais c' est une question de principe, et il faut que les pouvoirs publics du Cambodge le comprennent.

Il faut donc accélérer le processus, de jugement de Ranariddh conformément au

(Suite page 8)

**A PROPOS ...**

la Francophonie (ex-ACCT).

Conséquence : *Cambodge Nouveau* n' est provisoirement plus accessible sur le site *Cambodge Contact*.

• Un nouveau site, *Cambodia Web*, est en cours de création par une société de Regensburg, Allemagne, avec le *Technology Information Center* du ministère du Tourisme. Wolfgang Jaegel qui a créé *Cambodia Internet &*

*Multimedia Co Ltd* y travaille depuis octobre 1997 avec Bhajan Kruger. Actuellement disponibles : informations générales et cartes, en anglais; prochainement en allemand; à la fin du mois en français. Le site complet comportera 15 départements, dont «sites touristiques», «hôtellerie», «achats par correspondance», «pages jaunes», «magazines et journaux», ... Les recettes doivent venir des annonces publicitaires.

*Cambodia Web* souhaite regrouper tous les sites concernant le Cambodge et diffuser une image positive du Cambodge.

• La société *Quess*, qui a récemment publié *The Complete Guide of Phnom Penh*, va ouvrir vers la fin du mois un site qui comportera une librairie (environ 200 livres pour commencer, en anglais, en français, en japonais, plus tard en chinois) et sans doute des extraits de la

presse paraissant au Cambodge.

• *L' Asie Magazine* : il s' est vendu au Cambodge environ 180 exemplaires du n° 2 de décembre (150 vendus en novembre) nous dit *Presse de France*.

• *Reflets d' Asie*, trimestriel publié par l' Institut de l' Asie du Sud-est (Paris), publie un article sur «*Les troubles en Chine et au Vietnam*» les «*deux dinosaures communistes asiatiques*». Con-

(Suite page 4)

## Une crise bénéfique; - accélérer les contrôles; - la fraude, les conditions de travail et les MFN; - la fiscalité; - le code de Commerce.

un entretien avec M. Lim Sopheap,  
sous-Secrétaire d'Etat au ministère du Commerce

### crises monétaires quels effets ?

La chute des monnaies face au dollar dans plusieurs des pays voisins du Cambodge affecte relativement peu le riel et l'économie cambodgienne : c'est que l'on utilise beaucoup le dollar, et que les échanges extérieurs se font en dollars, puisque le riel est inconvertible. Les exportations de produits de confection, de bois, ne sont donc pas affectées. Les produits importés, notamment de Thaïlande, payés en dollars, sont moins chers. Pour les particuliers, ceux qui ont un compte en banque l'ont en dollars et ne sont donc pas touchés. Les faiblesses du Cambodge ont ainsi joué un rôle bénéfique. Dans l'ensemble, cette crise est pour le Cambodge une bonne chose.

Les produits importés de Thaïlande sont devenus beaucoup moins chers : c'est bon pour le consommateur. Par exemple une boîte de lait qui coûtait 2000 riels en coûte maintenant 1400. En revanche, pour les producteurs de lait cambodgien (voir p. 5 interview de Lay Meng Sun), de ciment, de nouilles, la concurrence se fait anormalement dure.

Nous devons donc freiner un peu les importations et soutenir les entreprises affectées.

### contrôles :

**simplification et accélération**  
«Qu'il y ait trop de contrôles, comme le disent les transitaires,

*tout le monde le sait bien*», reconnaît M. Lim Sopheap, sous-Secrétaire d'Etat au ministère du Commerce. Pour expédier sa marchandise à l'étranger un exportateur doit passer jusqu'à 8 ou 10 postes; c'est donc beaucoup de temps perdu en effet.

Pour ce qui concerne le ministère du Commerce, nous faisons beaucoup pour accélérer au maximum notre Camcontrol et les opérations de contrôle en général.

Désormais les 3 contrôles au chargement -Camcontrol, Douanes et Police économique- se feront ensemble. Nous sommes en train de mettre au point cette mesure, dont le principe est acquis, avec les Finances et avec les Douanes.

Ces contrôles seront faits soit à l'usine, c'est ce qui est le plus souvent demandé, soit au dry port, soit exceptionnellement à l'aéroport ou au point d'embarquement. Les containers sont ensuite scellés.

Seconde amélioration décidée par le ministre Cham Prasith : le chargement peut être effectué aussitôt, sur le rapport des 3 inspections, sans attendre le CO, qui est fourni après.

### déconnecter le CO des opérations de transit

Cette dernière mesure est justifiée par le fait que le CO (certificat d'origine) n'intéresse que le fabricant d'une part, et la douane du pays acheteur d'autre part, il peut être décon-

necté des opérations de transit. Le CO est donc transmis directement au pays destinataire de la marchandise, qui le reçoit largement à temps puisque le transport par mer demande environ 3 semaines (il y a transbordement à Singapour, que la destination soit l'Europe ou les Etats-Unis).

Les 3 contrôleurs auront à vérifier que les marchandises sont conformes aux déclarations, en quantité et en qualité. Ainsi les industriels ne pourront plus se plaindre qu'à cause des contrôles et de l'attente du CO ils manquent le bateau qui attend à Sihanoukville.

Evidemment il faut qu'ils nous donnent le temps nécessaire pour effectuer les vérifications dans de bonnes conditions; il vaut mieux qu'ils nous préviennent le matin plutôt qu'à 15 heures. Après 17 heures ils auront à payer les heures supplémentaires.

### fraude :

#### GSP et MFN menacés !

Il y a en réalité des gens qui cherchent à frauder, c'est pourquoi il faut être vigilant pour tous ces contrôles. Certains demandent des CO mais n'exportent pas tout de suite .... pour revendre ces CO ?

«Au total, la fraude existe, dit M. Lim Sopheap, c'est très grave, parce qu'à cause de quelques-uns, le Cambodge risque de perdre le bénéfice des MFN et des GSP»

«Déjà les Etats-Unis nous menacent de contingenter nos exportations, nous venons de recevoir une lettre dans ce sens».

En réalité nous continuons à rechercher une meilleure organisation entre contrôleurs et contrôlés. Parmi les mesures : -les inspecteurs devront mettre leurs noms sur leurs rapports; -on va demander une meilleure formation pour nos contrôleurs;

Jusqu'à présent il n'y a pas eu de sanctions à l'encontre des fraudeurs, ou contre ceux qui demandent des CO et n'exportent pas. On essaie plutôt de persuader. Il ne faut pas non plus décourager les investisseurs ! Mais s'il le fallait, nous pourrions utiliser une arme simple : refuser de délivrer le CO, qui permet d'exporter dans de bonnes conditions. Ou encore les ministères concernés (pas seulement le Commerce, mais les Finances, l'Industrie, l'Environnement, le Travail) peuvent retirer à une entreprise sa licence.

### conditions de travail : un grand retard

Trois points posent problème :

- les fraudes;
- les certificats d'origine : pour bénéficier des MFN et des GSP (et surtout les certificats «form A», qui permettent des droits de douane nuls à l'entrée du pays acheteur) : les produits textiles que le Cambodge exporte sont faits en réalité à partir de matières premières importées, le Cambodge n'ajoutant que son travail, de sorte que les certificats d'origine pourraient ne plus être accordés;

- enfin les conditions de travail dans les usines, qui bien souvent ne sont pas conformes à notre loi du Travail ni aux règles internationales, en ce qui concerne les salaires, les horaires, le paiement des heures supplémentaires, les normes sanitaires (par exemple, dans une usine de chaussures on utilise des colles très nocives, sans aération), le respect de l'environnement (une usine de bière à Sihanoukville rejette ses eaux usées dans un étang dont les gens boivent l'eau), l'existence d'un comité d'entreprise et d'un représentant du personnel, ...

L'Organisation Internationale

## A PROPOS ...

cernant le Cambodge, Bernard Hamel rappelle les échéances électorales, et que les Etats-Unis et le Japon se sont mis d'accord le 23 novembre pour agir ensemble en faveur du retour de Ranariddh.

### RAC sur

#### Bangkok-Siem Reap ?

Pour l'instant, il n'est pas question que Royal Air Cambo-

dge assure la ligne Bangkok-Siem Reap comme le fait Bangkok Airways, la Thaïlande n'a pas accordé de droit à la compagnie cambodgienne. Pas non plus de desserte de la ligne Chiang Mai - Siem Reap. Et pas encore de liaison Ho Chi Minh - Siem Reap : les discussions sont en cours.

### prêts chinois

Au sujet des prêts de la Chine au Cambodge (CN 85) : il n'est

pas exact de dire que ces prêts ont été signés à l'insu de l'Assemblée nationale et sans son consentement, dit-on au ministère des Finances : selon la loi, le ministère des Finances peut emprunter jusqu'à 200 millions de SDR (droits de tirages spéciaux) soit approximativement 220 millions de dollars sans l'autorisation de l'Assemblée nationale. Les prêts chinois sont très au dessous de ce plafond. Le ministère doit

veiller cependant à ce qu'il s'agisse de prêts «concessionnaires», c'est à dire dont les intérêts soient faibles et les délais d'amortissement très longs.

### précision

Agri-Sud Cambodia, cité dans notre n° 85 (p. 8) au sujet du projet d'agriculture péri-urbaine financé par la CFD, est dirigé par M. Hugues Nouvelet, nous signale M. J.P. Romano.

# conjoncture économique

## Transport - Transit

### Panalpina

*Christian Tréand, directeur*

Pour nous, petite entreprise de transport et de transit (nous ne sommes que 3), la situation s'améliore. L'exportation reprend un peu, surtout grâce aux produits textiles et aux chaussures, pratiquement seul fret à l'export, avec quelques effets personnels. Les importations restent très faibles, avec un peu de matériel pour EDC par exemple.

Les services officiels auxquels nous avons à faire deviennent progressivement plus professionnels. Dans l'ensemble je suis confiant. Si l'amélioration actuelle se poursuit, nous pourrions embaucher.

### Danzas

*Christophe Lefebvre, directeur*

Le volume de fret que nous traitons augmente un peu, cela est dû pour une part à l'augmentation des exportations (il s'agit comme précédemment de produits textiles surtout), mais aussi à notre meilleur positionnement : notre part du marché augmente un peu, ce qui est

normal puisque nous n'existons que depuis 18 mois.

L'importante compagnie maritime coreenne *Cho Yang Line*, dont nous sommes les agents pour le Cambodge, a repris son activité après 6 mois d'interruption.

Avec la pente de progression actuelle, nous aurons retrouvé dans 2 à 3 mois le volume d'activité de mai-juin 1997.

### Calberson

*Thak Chenda, dir. adjoint*

Le niveau d'activité reprend, grâce principalement aux exportations de vêtements. Nous sommes 4 actuellement dans l'entreprise, qui est présente au Cambodge depuis 2 ans.

### SDV/Nedlloyd

*Frédéric Gervais, directeur*

Notre volume d'activité est en augmentation, pas encore au niveau de ce qu'il était l'année dernière à la même époque, mais pas loin.

Les crises monétaires des pays asiatiques ne nous touchent pas : le fret maritime est de toutes façons payé en dollars, c'est une règle internationale.

Nos effectifs sont passés

récemment de 35 personnes à une cinquantaine, ce n'est pas que l'on gagne de l'argent, nous en gagnons moins que l'année dernière, mais nous nous préparons pour l'avenir.

Que les contrôles des containers soient faits dans les usines est un progrès certain. Au dry port, ils n'ont pas la capacité de traiter une vingtaine de containers tous les jours, peut-être 6 ou 7 ... Nous SDV, nous en avons environ 3 par jour.

Pour les CO, qui seront désormais envoyés séparément de la marchandise (voir ci-contre p. 4), c'est un progrès pour les usines, qui se plaignent des délais de délivrance des documents. Pour nous, ça ne change pas grand'chose.

\*

Les transporteurs-transitaires reconnaissent que la circulation routière est nettement plus facile depuis que les barrages routiers ont été levés.

En revanche, les innombrables contrôles (Camcontrol, Police économique, Police militaire, Police anti-fraude, Douanes), font perdre du temps et au total coûtent cher, parce que les «tarifs» ont augmenté, en

même temps que le nombre des inspecteurs. «Le coût de ces contrôles atteint environ 50 % des frais de dédouanement. Il est évidemment répercuté sur le client.

## touchés par la crise

### Groupe Lay

*Lay Meng Sun, directeur*

La situation est désastreuse pour notre laiterie *Apsara*, à cause surtout du prix du sucre, qui entre pour 50 % dans notre coût de fabrication, et que nous payons en dollars, en fonction de nos contrats, 50 % plus cher. (450 \$ la tonne) que les Thaïlandais, qui ont des contrats en bahts. Et il entre en contrebande. Le lait thaïlandais est vendu au Cambodge 25 % moins cher que le nôtre. Notre part du marché est passée en deux mois de plus de 60 % à 20/25 % actuellement. Nous perdons de l'argent, et si le baht reste à ce niveau nous devons fermer l'usine. Plus de 100 employés seront au chômage.

A cela s'ajoute que notre hôtel *Hawai* dont la clientèle est surtout des businessmen, a très peu de clients actuellement. •

## Lim Sopheap

(suite de la page 4)

du Travail (OIT) à Genève est très exigeante : chaque pays y est représenté par 3 comités, représentant le gouvernement, les employeurs et les travailleurs -faute de quoi un pays peut assister aux discussions mais non voter. La plupart des pays y sont représentés par des centaines de délégués; le Cambodge n'en a qu'un par comité !

En tous cas, c'est dans chaque pays au gouvernement qu'il appartient de faire respecter la loi. Au Cambodge le gouvernement doit demander aux entrepreneurs de collaborer avec lui. Dans la Confection, l'Association patronale (le GMAC, CN 82), qui regroupe tous les exportateurs puisqu'il faut adhérer à l'Association pour exporter (75 usines en activité), a tous les pouvoirs pour chasser les mauvais patrons !

### apprendre à dialoguer

Ce qui manque surtout, ce sont des représentants des travailleurs dans les usines,

conformément à la loi du Travail. Il faut exercer les gens à s'exprimer, il faut encourager le dialogue, et c'est de la responsabilité des directeurs des manufactures. Le dialogue est indispensable pour éviter les conflits, ou alors la politique s'en mêle.

Ce que nous devons rechercher, c'est un syndicalisme à la japonaise, où l'on discute avant que les désaccords ne tournent au conflit, plutôt qu'un système à la française ...

### fiscalité :

#### le 1 % sur les bénéfiques

Les industriels de la Confection voudraient une exemption de tous les droits (entretien avec le président du GMAC Van Su leng, CN 82). Mais dans le monde entier les entreprises paient la TVA. Le 1 % d'acompte sur les bénéfices de 1 % sur le CA mensuel, c'est l'impôt forfaitaire annuel français (l'IFA), qui est payé sur l'année précédente. Il n'est jamais remboursé, alors que le 1 % cambodgien est remboursé dans un cas sur trois situations

possibles.

En réalité le Cambodge reste un pays où les coûts sont très faibles, et il reste de la marge aux manufactures de Confection.

### le code de Commerce

Environ deux-tiers du nouveau Code sont terminés. Le ministre Cham Prasidh voudrait aller vite, mais comme on passe d'un système français, que les cambodgiens comprennent et connaissent très bien, à la «common law» anglo-saxonne, il y a des problèmes de compréhension et de traduction. Les mécanismes, la conception, sont très différents. On repose sur deux experts américains, et nos interprètes ont beaucoup de mal. parfois les députés posent des questions auxquelles nous ne pouvons pas répondre, et parfois les experts doivent modifier leur texte.

Le nouveau Code ne comptera plus 8 livres, comme prévu. Il n'y aura pas de tribunal de Commerce, les litiges iront devant la Justice.

D'autre part, le ministère de l'Industrie veut avoir ce qui

concerne la patente et les licences, mais le Commerce garde les trade-marks; la Culture veut les droits d'auteur.

Le projet devrait être envoyé dans environ 3 mois au préconseil et de là à l'Assemblée.

Ce code donnera comme dans les pays anglo-saxons beaucoup de travail aux avocats et hommes de loi, parce que les statuts de chaque société priment sur la loi, et que ces statuts sont souvent n'importe quoi, peuvent dissimuler beaucoup de malhonnêtetés.

On a choisi le système anglo-saxon pour que le Cambodge soit mieux en phase avec les pays de l'ASEAN. Pourtant les systèmes des pays de l'ASEAN sont assez différents les uns des autres ...

Actuellement les sociétés, agréées par le CDC présentent des statuts d'un style plutôt anglo-saxon, avec d'abord un memorandum, puis les articles des statuts.

Il est probable que le passage au système anglo-saxon se fera progressivement, avec une période transitoire de 2 ou 3 ans. •

# HEVEACULTURE

## on restructure

Après des années d'hésitations, l'hévéaculture, l'une des principales richesses du Cambodge, va être restructurée. La décision est prise, les détails ont été mis au point, les textes sont prêts.

Les investisseurs étrangers n'en sont nullement exclus. Au contraire, on souhaite leur compétence, et leurs capitaux. D'autant plus que les temps sont devenus plus difficiles pour la filière caoutchouc autrefois si bénéfique.

La production de caoutchouc de 1997 est un peu inférieure à celle de 1996.

La diminution de la production de latex vient du vieillissement général des arbres, explique M. Chan Hong, de la Direction Générale des Plantations d'Hévéas (DGPH). Pourtant, la production reste élevée, parce qu'il y a amélioration des techniques de saignée d'une part, et que d'autre part on utilise des stimulants chimiques : comme les arbres deviennent vieux (parfois plus de 40 ans), on «saigne à mort» avant de couper.

L'amélioration des techniques vient en partie des experts et techniciens venus de Malaisie, de Thaïlande, du Cameroun, de Côte d'Ivoire, ... souvent français, que nous avons eus depuis 1993. Nous avons aussi une très bonne étude statistique et économique de la Sofreco sur les plantations de Chup et Krek, sur la restructuration de la filière, la gestion des entreprises publiques.

### replantations ... tardives

La diminution de la production se fera sentir jusqu'en 2007, parce que les replantations, 3 685 ha de 1988 à 1997 inclus (dont 1053 ha en 1997, CN 79) ne

La production pour les 11 premiers mois de 1997 a atteint 38 778 tonnes, c'est à dire plus (111,50 %) que la production prévue.

Les ventes ont concerné 38 776 tonnes.

Les stocks sont de :

2 712 t de crêpe, et  
557 t. de coagulum.

L'abattage a concerné 970,5 ha de vieux arbres. Le plan d'abattage de 10 ans prévoit de couper 11 700 ha.

source DGPH

compensent pas le vieillissement, et que ces nouveaux arbres ne commenceront à produire que dans plusieurs années. Ce n'est que depuis 1996 qu'existe une politique d'abattage et de replantation. Cependant la production ne diminuera que faiblement, pour les raisons indiquées plus haut.

### replantations (en ha)

Krek	1991-1997	1120
Memot	1988-90	
	1995-97	622
Snoul	1995-97	135
Bengkhet	92, 95-97	214

(plusieurs plantations ne figurent pas dans ces statistiques : Sihanoukville, Koh Kong, Srok Memot, Srok Krek, Tapao, Rattanakiri : CN 79).

### la restructuration

Les divers points de la restructuration sont les suivants :

- La DGPH deviendra une entreprise d'Etat ayant l'autonomie juridique et financière, sous le nom de *General Company of Cambodian Rubber (GECOCAR)*. Son statut est encore en cours de discussions. Le conseil d'administration comprendra un représentant de la DGPH, du ministère de l'Agriculture, du ministère des Finances, un

représentant des travailleurs ... Les directeurs des plantations seront nommés sur proposition de ce conseil d'administration.

- Dans une première phase, les 6 plantations de Chup, Krek, Memot, Snoul, Chamkar Andong et Bengket seront sous la tutelle du conseil d'administration de la GECOCAR. Elles devront, pour vendre, acheter, coopérer avec des sociétés étrangères, ... lui en demander l'auto-

risation. Dans une seconde phase, lorsqu'elles auront pris l'habitude d'une certaine responsabilité de gestion, elles deviendront des entreprises publiques autonomes, avec leur propre conseil d'administration.

- Une société, ou organisation d'Etat, *OFARDAF*, sera créée en tant qu'établissement public à vocation économique chargée spécialement du développement des plantations familiales et privées, avec l'assistance financière de l'IFAD (Banque Asiatique de Développement) et d'autres organisations financières internationales.

- La *Compagnie agro-industrielle de Piem Chieng* (ex-division de Chup) est transformée en entreprise publique (sous-décret n° 72 du 29.10.97)

- L'*IRCC (Institut de Recherche du Caoutchouc Cambodgien)* devient établissement public à caractère administratif (sous-décret n° 65 du 17.10.97).

### on attend le sous-décret

La DGPH a préparé les documents suivants concernant cette restructuration :

- un rapport sur la politique de restructuration;
- une note de présentation;
- un projet de sous-décret

portant la création de la GECOCAR (ou *Société Générale du Caoutchouc du Cambodge*)

- le projet de création d'un organisme d'Etat qui s'occupera du développement des plantations familiales et privées avec l'assistance financière d'organisations monétaires internationales (OFARDAF). Pour que cette restructuration soit mise en pratique, il faut maintenant que les ministères de l'Agriculture et des Finances se mettent d'accord, et que le sous-décret soit approuvé par le Conseil des ministres.

### le rôle des étrangers

Toutes les aides sont les bienvenues, financières d'une part (ADB, CFD, ...) et techniques d'autre part.

Pour la technique, «les Français sont particulièrement appréciés, parce que nous avons l'habitude depuis longtemps de travailler ensemble», rappelle M. Chan Hong, «parce qu'ils connaissent très bien l'hévéaculture cambodgienne, et parce qu'ils sont bons techniciens. Plus légers que d'autres (ils travaillent beaucoup avec des documents), mais plus sûrs, et pour le long terme, alors que les autres sont surtout des financiers qui veulent gagner de l'argent rapidement».

Comme l'a dit Hun Sen (CN 55) on souhaite que des investissements étrangers créent de nouvelles plantations. Il existe des terrains disponibles, à Piem Chieng par exemple, confirme la DGPH.

Mais cela n'exclut pas les étrangers des plantations existantes, puisque les compagnies autonomes qui seront créées auront le droit de vendre une partie ou la totalité de leurs parts.

La création de ces nouvelles compagnies peut ainsi être considérée comme une étape vers la privatisation. Mais même avant cette autonomie, les

(Suite page 8)

### taxes payées par les six plantations relevant de la DGPH

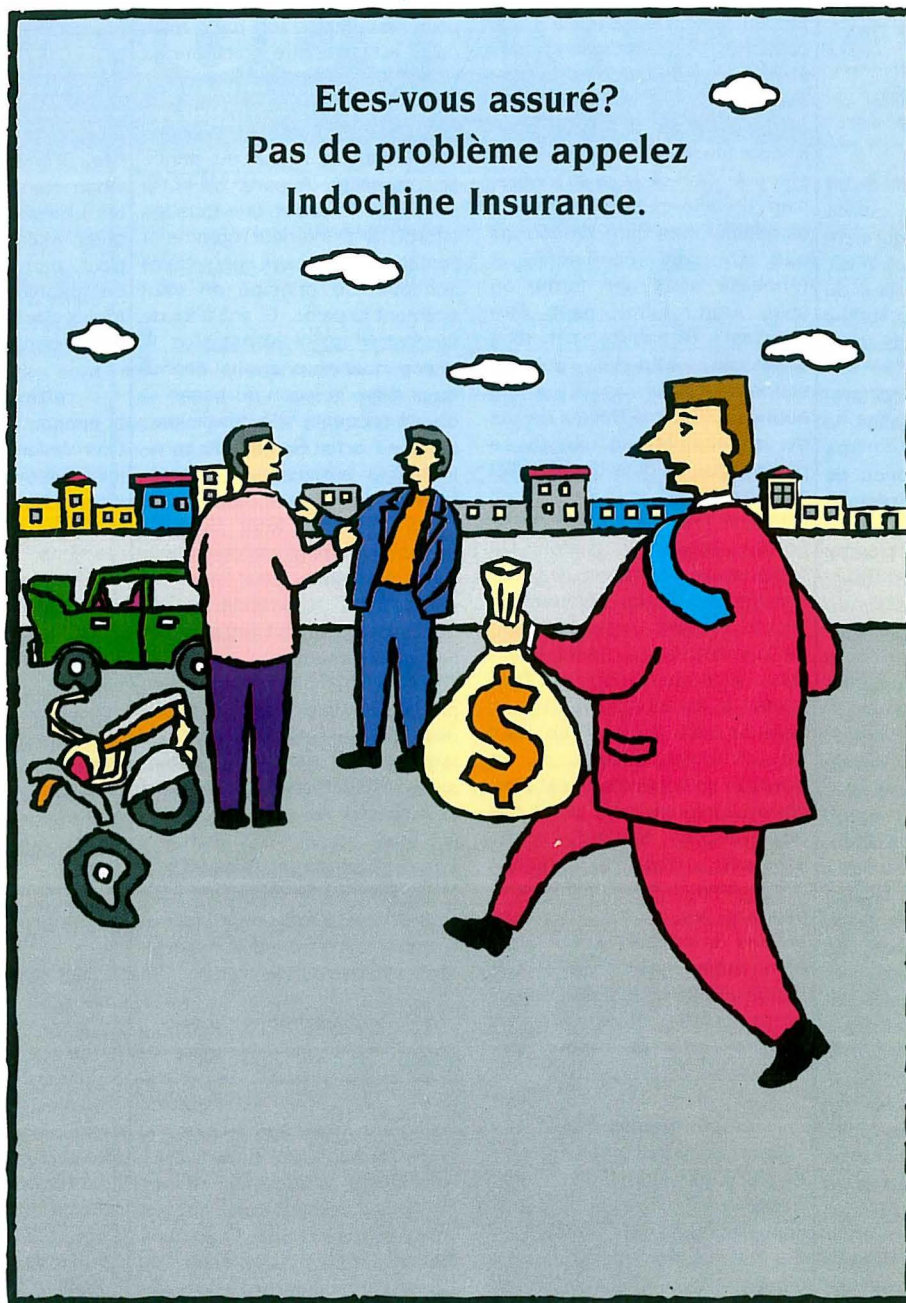
octobre 1997, en milliards de riels

Chup	3, 617
Krek	0, 223
Memot	1, 873
Snoul	0, 051
Chamkar Andong	0, 250
Bengkhet	0, 438
<b>total</b>	<b>6, 455</b>

### impôts, taxes, redevances

payées par les 6 plantations ( mia de riels)

patente	6, 840
impôt sur l'exploitation	883, 347
taxe sur les bénéfices	4 133, 081
assurances sociales	468, 064
amortissements	686, 230
locations d'entrepôts. ...	277, 750
<b>total</b>	<b>6 455, 172</b>



Pour un service efficace et rapide, des conseils éclairés quant à la prévention et au contrôle des risques dans votre entreprise, ainsi que la couverture de toutes vos activités, appelez Indochine Insurance, le spécialiste de l'assurance au Cambodge.

Notre gamme de contrats couvre les domaines d'assurance suivants :

- Tous Risques Chantier • Incendies et Risques divers
- Automobile • Motocyclette • Maladie • Assistance - Rapatriement • Accident du travail • Aviation • Transport de marchandises, etc ...

Le support des compagnies d'assurance les plus grandes et les plus réputées est notre garantie pour votre quiétude.

Appelez-nous pour toute information sans engagement de votre part.



**indochine**  
INSURANCE

UNE COUVERTURE TOTALE EN TOTALE CONFIANCE.

Indochine Insurance #55, Street 178, No Problem Park, Phnom Penh Tel: 428 905/368 050/428 513/982 474. Fax:428 338

Coopère avec : Assurances Générales de France (AGF) IART • American International Group (AIG) • The Cambodian National Insurance Company (Caminco) • Cigna • Journeyman Services • Lloyd's of London • SCOR • Re • Sonnichsen Scandinavia Group (SSG) • Willis Faber Dumas.

## LIVRES

Peintures Murales des  
Monastères  
Bouddhiques  
au Cambodge

Plus de cent reproductions en couleurs de grande qualité dans ce bel album, qui vient à point nommé rappeler, révéler, que les richesses culturelles du Cambodge ne sont pas toutes concentrées à Siem Reap et à Phnom Penh.

Moins connue que l'architecture, que la sculpture, que la danse, la peinture murale est très dispersée, avec deux zones de «densification», suivant le peuplement : l'une centrée sur Oudong et la plaine du Mékong; l'autre sur Battambang et Siem Reap. Les auteurs recensent au Cambodge 33 monastères décorés de peintures murales, de frises, ou encore de colonnes, de vantaux, ou de plafonds peints.

Le champ géographique déborde en fait largement les frontières du Cambodge : les peintures des monastères de l'ouest «sont marquées par l'influence thaïlandaise, comme celles du nord trahissent le voisinage du Laos». Illustrations de Jataka, de la vie du Bouddha, du Reamker, ou scènes de la vie quotidienne «se poursuivant dans le merveilleux», ces peintures sont un enchantement de couleurs, de finesse, d'harmonie.

Une place particulière est attribuée aux admirables peintures du Vat Kompong Tralach Krom (Kompong Chhnang), avec une trentaine de reproductions.

Peintures Murales des Monastères Bouddhiques, par Jacqueline et Guy Nafilyan, album 95 p., glossaire, 102 reproductions en couleurs, *Maisonneuve et Larose, Paris, 1997.*

## OK SEREI SOPHEAK

(suite de la page 3)

deal présenté aux Japonais : procès, amnistie, retour à la vie politique et participation aux élections. Ranariddh n'a pas besoin d'être là pour être jugé, du moment qu'il a un avocat. Encore faut-il qu'il l'accepte.

L'article 34 b de la loi électorale, bien précisé publiquement par samdech Chea Sim dit que qui que ce soit, condamné et réhabilité sous une forme ou sous une autre, peut être candidat. Réhabilité est plus large qu'amnistié, qui ne concerne qu'un cas; il y a des nuances. C'est le Roi qui décide de la réhabilitation. Si ça se passe ainsi, la date du 26 juillet est tenable.

Attention donc à la date limite pour le procès Ranariddh. Un candidat aux élections doit être enregistré par la Commission vers la mi-avril. Juger, condamner, amnistier, ça prend beaucoup de temps. Si on veut faire trainer, c'est très facile. Et si on veut ne pas trainer, on peut trouver mille raisons... La question de la crédibilité est ainsi devenue très voyante, parce que des «raisons techniques» ne pourraient convaincre personne avec dans ce pays, tant on a vu pendant les quatre dernières années de processus très brefs et d'autres très longs ! Les responsables de la communauté internationale n'accepteraient pas d'être pris pour des imbéciles.

ce que Rainsy a fait,  
pourquoi pas Ranariddh ?

En face de Hun Sen ? Sam Rainsy est devenu réaliste, objectivement viable, un élément de construction du processus démocratique, et je l'en félicite. Un jeu démocratique ne peut pas se passer de comportement civilisé entre gouvernant et gouvernés, entre pouvoir et

opposition.

Le prince aura beaucoup à faire pour rassembler son parti, mais ce n'est pas notre problème de porter un jugement là-dessus, notre responsabilité est de faire en sorte que ce principe politique concernant le retour du prince soit respecté. A partir de là, le prince doit montrer que tous les efforts, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays pour faire accepter ce principe en vaut vraiment la peine. C'est à lui de démontrer qu'il n'est plus le prince que nous avons connu, qu'il a tiré la leçon du passé et qu'il accepte de participer, comme l'a fait Rainsy, de construire un processus démocratique, qui pourra servir de fondation pour le futur. Ce qu'il faut c'est créer un environnement favorable pour que les différentes factions du Funcinpec puissent régler seuls leurs problèmes.

Rainsy n'a pas changé ses principes, mais quelque chose de vital, un comportement, un langage. C'est très important dans une société multiple, pour conditionner les relations entre les êtres humains. Si Rainsy y arrive, pourquoi pas Ranariddh ? Dans cette «auto-mutation» -que Sar Kheng a été le premier à réaliser-, Hun Sen ne doit pas se laisser dépasser par Rainsy.

## vers un Cambodge nouveau

Qui vaincra aux élections, je crois pouvoir dire que les gens s'en moquent. Mais ils rêvent de voir toutes ces institutions, le gouvernement, le judiciaire, l'Assemblée, fonctionner, et surtout dans l'exécution, de voir Ranariddh, Hun Sen, Chea Sim, Rainsy etc... ce sang du Cambodge, construire ensemble le pays, bâtir une crédibilité nouvelle.

Si le PPC le sent ainsi, accepte d'expliquer à sa base cette nouvelle formule, présente une équipe coalisée, avec chacun son secteur, alors le Cambodge aura toute la sympathie du monde et l'aide coulera à flots. Je rêve de voir le second Premier ministre devenir le moteur de ce Cambodge nouveau. Ce serait un magnifique message de nouvelle année s'il pouvait transmettre cette image au monde entier.

Tout le monde serait en accord avec une victoire du PPC si c'était dans ce contexte là.

## hévéculture

(suite de la page 6)

propositions seront examinées par le conseil d'administration de la GECOCAR.

En fait la *Socfinco* française (groupe Bolloré) a déjà proposé d'être actionnaire de Chup et de Krek. Il n'y a pour l'instant, dit M. Chan Hong, aucune proposition en provenance de pays asiatiques, Malaisie, Thaïlande, ... On peut mentionner toutefois les compagnies cambodgiennes *Meng Saroun* et *Samoeurn*, qui ont de petites surfaces.

## attirer les étrangers

L'époque n'est évidemment pas très favorable pour attirer les investisseurs étrangers. Aux incertitudes politiques qui incitent à attendre les prochaines élections, à la diminution de la production causée par le vieillissement des plantations, s'ajoute que le prix du caoutchouc sur le marché international est très bas : 758 \$ la tonne au 6 janvier pour la meilleure qualité (5L), alors qu'il avait nettement dépassé 1500 \$. Et encore le caoutchouc cambodgien, qui n'est pas «certifié», ne peut se vendre que 20 % au-dessous de ce tarif.

L'équilibre financier est assuré de justesse par la coupe des vieux arbres, qui finance les replantations; et la vente de la production de caoutchouc permet de payer les salaires. «On résiste parce que les salaires sont assez bas», dit M. Chan Hong, qui fait observer que les plantations ont des charges lourdes (voir tableaux p. 6).

Les traders sont *Mong Reththy*, de loin le plus important, *Lee Rubber*, *Chip Hong*, ils vendent en Malaisie. *Tay Seng*, qui commercialise la production de sa plantation de Rattanakiri, qui transite par le Vietnam, sans passer par Phnom Penh, vend à Singapour. Actuellement personne ne gagne beaucoup d'argent.

Pour que les investissements nécessaires soient moins lourds, on envisage de couper les très grandes plantations. Exemple : *Piem Chieng*, ancienne division de *Chup*, avec ses 3 - 4000 ha. *Snoul* et *Krek* ont des surfaces en gros équivalentes, et c'est le cas aussi de *Rattanakiri*.

Bref, le temps du dialogue semble enfin venir pour les investisseurs qui s'intéressent à l'hévéculture cambodgienne.

CAMBODGE  
NOUVEAUle journal  
des  
décideursvotre  
meilleur  
investissement

directeur de la publication Chea Savuth  
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel  
Enquêtes Suy Sothea  
Mise en pages Pen Mary  
Impression CIC  
Centre Informatique du Cambodge

58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU

tel 012 803 410

est vendu sur abonnements seulement  
exemplaire gratuit sur demande